

NON CLASSIFIÉ



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédéraux

Résumé d'entrevue : David Morrison *

David Morrison a été rencontré en entrevue par les avocats de la Commission le 15 juin 2024. L'entrevue s'est déroulée dans un environnement sécurisé et comportait des références à des informations classifiées. Le présent document est la version publique du résumé d'entrevue classifié déposé en preuve au cours d'audiences tenues à huis clos en juillet et août 2024. Le présent résumé divulgue la preuve qui, de l'avis de la Commissaire, ne porterait pas préjudice aux intérêts essentiels du Canada ou de ses alliés, à la défense nationale ou à la sécurité nationale.

Notes aux lecteurs :

- Les segments de texte entre crochets sont des notes explicatives fournies par les avocats de la Commission pour aider le lecteur.

1. Témoin

- [1] David Morrison est le sous-ministre des Affaires étrangères. Il occupe ce poste depuis octobre 2022. Auparavant, M. Morrison a été conseiller en matière de politique étrangère et de défense auprès du premier ministre de 2018 à 2022 et sous-ministre du Commerce international de janvier 2022 à octobre 2022.
- [2] M. Morrison a également occupé brièvement par intérim le poste de conseiller à la sécurité nationale et au renseignement auprès du premier ministre (« **CSNR** ») après le départ à la retraite de Greta Bossenmaier en décembre 2019, jusqu'à ce que Vincent Rigby occupe ce poste en janvier 2020. Le 30 juin 2021, M. Morrison est redevenu CSNR par intérim jusqu'à ce que Jody Thomas occupe le poste à partir de janvier 2022.

* Traduction.

NON CLASSIFIÉ

Du 22 juillet au 8 août 2021, M. Morrison a pris un congé de maladie. Pendant cette période, Michael MacDonald a assuré l'intérim au poste de CSNR.

2. Le « Rapport spécial du BCP »

- [3] M. Morrison a été interrogé sur le « Rapport spécial du BCP » mentionné dans le rapport de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (« **OSSNR** »)¹. M. Morrison a expliqué que l'élément catalyseur du « Rapport spécial du BCP » a été l'évaluation du renseignement (« **ER** ») faite par le SCRS au mois de juillet 2021 [intitulé [TRADUCTION] « L'ingérence étrangère de la RPC au Canada : une menace critique à la sécurité nationale »], laquelle a été reçue par M. Morrison à la mi-août 2021. L'ER du SCRS décrit l'intention, les motifs et la portée des efforts d'ingérence étrangère (« **IE** ») de la République populaire de Chine (« **RPC** ») au Canada.
- [4] M. Morrison a discuté de l'ER du SCRS et de la question de l'ingérence étrangère avec ses collègues du BCP en septembre 2021. Préoccupé par l'orientation des évaluations contenues dans l'ER du SCRS, il a demandé à son équipe du Secrétariat de l'évaluation du renseignement du Bureau du Conseil privé (« **BCP** ») d'« aller plus loin » et de préparer un produit de renseignement complémentaire. Plus précisément, M. Morrison souhaitait obtenir un produit de renseignement qui lui donnerait une perspective globale sur l'IE de la RPC en décrivant les activités liées à l'IE que mène la RPC dans d'autres juridictions et en évaluant leur incidence. M. Morrison voulait notamment savoir ce que le Département de travail du Front uni (« **DTFU** ») avait réussi à accomplir au cours de ses décennies d'activité, et ce que l'on entendait par « ciblage » des députés. Il voulait évaluer l'ampleur du risque que représentaient les activités d'IE menées par la RPC au regard d'autres enjeux de sécurité nationale auxquels le Canada faisait face à l'époque, tels que le retrait d'Afghanistan, la guerre

¹ Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, *Examen de la diffusion du renseignement ayant trait à l'ingérence politique étrangère exercée par la République populaire de Chine de 2018 à 2023*, Examen 23-07.

NON CLASSIFIÉ

civile en Éthiopie et la concentration de troupes russes le long de la frontière ukrainienne. Il a donc demandé à son équipe de préparer un rapport regroupant l'ensemble des renseignements sur l'IE de la RPC afin de lui permettre d'évaluer l'ampleur du problème.

- [5] M. Morrison se souvient également d'avoir discuté à une reprise avec le SCRS de la frontière entre l'activité diplomatique normale et l'IE, étant donné que, selon lui, certaines des activités décrites dans les rapports et le renseignement du SCRS n'étaient pas, en vérité, des activités d'IE.
- [6] Le 11 décembre 2021, M. Morrison a reçu une ébauche du « Rapport spécial du BCP ». Il ne s'en souvient pas, mais ne conteste pas les documents du BCP attestant du fait qu'il ait fait part de ses commentaires sur l'ébauche du rapport, que son équipe a été invitée à mettre en œuvre. M. Morrison n'est plus intervenu dans la préparation du Rapport spécial du BCP : en janvier 2022, il a été nommé sous-ministre du Commerce international et a quitté son poste de CSNR par intérim.
- [7] M. Morrison a depuis lu la version finale du « Rapport spécial du BCP »². Il a déclaré que, bien que certains des éléments décrits dans le rapport soient préoccupants, certaines activités sont assimilées à tort à des activités d'IE et sont plus vraisemblablement des activités diplomatiques normales. Il s'est dit d'accord avec la décision de Jody Thomas de ne pas communiquer le « Rapport spécial du BCP » aux ministres ou au Cabinet du premier ministre.

² CAN003787.